



TORONTO
R E G I O N
BOARD OF TRADE

Proposition
prébudgétaire
fédérale 2019

Chambre de commerce de la région de Toronto
2 août 2018

Sommaire

La Chambre de commerce de la région de Toronto est une des plus grandes et des plus influentes en Amérique du Nord. Notre flux d'idées constant, d'individus et de présentations aux bâtisseurs urbains et représentants du gouvernement nous ancre solidement comme connecteurs de, et avec, la communauté des affaires. Nous agissons comme catalyseur du programme de croissance de la région, à la maison et à une échelle mondiale avec notre franchise World Trade Centre Toronto. Soutenus par plus de 13 500 membres, nous défendons en leur nom des changements aux politiques qui stimulent la croissance et la compétitivité de la région de Toronto. Nous voulons que Toronto soit reconnue comme une des régions les plus compétitives et les plus recherchées au monde dans le domaine.

L'accent mis par le Comité des finances sur la croissance et la compétitivité se produit à un moment opportun, dans une période où le Canada fait face à des vents économiques et politiques contraires. Les politiques du gouvernement doivent être axées précisément sur le soutien de la prospérité grâce à un secteur privé robuste et doivent établir un avantage compétitif fort pour notre pays.

Pour contribuer à cela, le Comité fait appel à l'action du Gouvernement fédéral dans trois domaines clés :

1. Commerce

Malgré que le Canada ait eu du succès pour établir des accords commerciaux et en assurant l'accès au marché, nos entreprises n'ont pas toujours été en mesure de tirer profit de ces occasions. Avec les menaces sérieuses auxquelles fait face l'ALENA, le gouvernement doit investir dans des programmes qui encouragent nos entreprises à exporter mondialement. Chez nous, nous devons abattre les barrières commerciales internes.

2. Infrastructures

Le gouvernement fédéral a pris des engagements substantiels pour investir dans les infrastructures partout au Canada, mais ces fonds ne sont pas dépensés aussi rapidement et de façon aussi productive qu'ils le devraient. Le gouvernement doit adopter une nouvelle approche des dépenses dans les infrastructures qui libérerait les municipalités du fardeau et qui financerait les projets qui auront le plus grand impact économique.

3. Compétitivité et gestion fiscale

L'investissement international au Canada était déjà en déclin avant les baisses significatives d'impôts accordées aux sociétés aux États-Unis. Le gouvernement doit présenter une réaction significative pour restaurer la confiance et la compétitivité dans le domaine des affaires. Les récentes dépenses excédentaires signifient que d'utiliser ce moyen de façon fiscalement sera difficile, mais nécessaire.

Présentation

La politique gouvernementale doit toujours être axée sur l'accroissement de la compétitivité de l'économie. Une économie forte génère plus d'emplois, des salaires plus élevés et des revenus fiscaux plus grands permettant aux gouvernements de dépenser dans les programmes sociaux. Toutefois, dans le contexte actuel d'incertitude économique mondiale et de protectionnisme, la compétitivité doit être l'objectif premier de la politique du gouvernement fédéral.

Selon Statistiques Canada, l'investissement dans l'économie a chuté de presque 18 % depuis 2014, une sérieuse faiblesse qui, si aucune contre-mesure n'est prise, affectera notre prospérité future. Le prochain budget doit être axé directement sur les mesures à prendre pour rendre le Canada compétitif à l'échelle mondiale, autant en créant un environnement politique robuste pour le secteur privé qu'en envoyant un signal aux marchés et investisseurs. Les mesures adoptées doivent être significatives et doivent viser à rendre nos entreprises plus productives et en augmenter substantiellement l'investissement national et international dans l'économie.

Commerce

En tant qu'économie de taille moyenne avec une population relativement petite, la prospérité durable du Canada dépend de notre capacité à exporter et à être compétitif sur les marchés mondiaux. Le commerce est une orientation des affaires sur les biens et services qui sont compétitifs sur le marché mondial et qui aide à créer de bons emplois : chaque tranche de 100 millions de dollars investie dans de nouvelles activités d'exportation génère 1 000 emplois.

Pour atteindre la prospérité par le commerce, le gouvernement doit faire deux choses : assurer l'accès au marché par des accords commerciaux et assurer que nos entreprises tirent profit de ces occasions. Le gouvernement continue à obtenir du succès en ce qui concerne le premier objectif avec des accords importants comme l'AECG avec l'Union européenne et plus récemment, l'accord PTPGP avec nos partenaires commerciaux du Pacifique. De façon similaire, le Comité est satisfait de la solide défense de l'ALENA par le gouvernement face aux pressions protectionnistes autodestructrices des États-Unis. Le Comité continue à presser tous ses membres et représentants officiels de travailler avec les partenaires locaux, d'états et du Congrès des États-Unis pour préserver cet accord essentiel.

Malgré que le Canada progresse vers le libre-échange avec plus de la moitié des joueurs de l'économie mondiale, nos entreprises n'ont pas été en mesure de tirer profit de cet accès au marché. Seulement 5 % des petites et moyennes entreprises canadiennes (PME) effectuent des exportations présentement avec seulement 500 entreprises canadiennes constituant 76 % de notre commerce international. Si le Canada avait augmenté sa portion de PME qui exportent au

même niveau que les grandes entreprises (23 %), cela signifierait 219 000 firmes additionnelles qui généreraient une somme estimée à 225 milliards de dollars en nouvelle activité d'exportation. De façon aussi importante, le commerce doit devenir plus diversifié alors que les trois quarts des exportations canadiennes vont présentement vers les États-Unis.

Le gouvernement peut en faire davantage pour encourager le commerce avec les mesures suivantes :

- Établir un partenariat avec le Board's World Trade Centre Toronto (WTC-T) pour continuer à étendre nos services commerciaux en éducation. Le WTC-T a déjà fourni de l'éducation commerciale à plus de 350 PME avec son Trade Accelerator Program (TAP). Cela donne aux entreprises l'information et les outils pour acheminer leurs produits sur les marchés internationaux ouverts par l'AECG et l'accord PTPGP. Le gouvernement doit travailler avec les leaders du secteur privé comme le WTC-T pour étendre le TAP à davantage de marchés à l'échelle nationale et augmenter le nombre d'entreprises qui participent plutôt que de mettre sur pied des initiatives dirigées par le secteur public.
- Travailler avec le secteur privé pour soutenir les programmes d'expansion des entreprises. Un des défis auxquels font face les entreprises lorsqu'elles se développent pour rejoindre de nouveaux marchés est d'atteindre une expansion suffisante pour être compétitives au niveau mondial. Les installations et pratiques qui suffisent à approvisionner le marché canadien doivent faire l'objet d'une expansion importante pour satisfaire aux demandes de la Chine et de l'Inde. Afin de soutenir les expansions, le Comité fait appel au gouvernement pour financer les initiatives dirigées par des entreprises afin de fournir de l'information et du soutien aux entreprises qui souhaitent croître pour répondre à la demande mondiale.

Enfin, les avantages du commerce international peuvent aussi se trouver plus près de chez nous grâce à un commerce interne libéralisé. Comme l'a noté le Comité à ce moment, l'Accord de libre-échange canadien de 2017 fut une petite et insuffisante étape vers le mouvement libre des personnes et des biens au Canada. Si le gouvernement s'engage envers la croissance économique et la prospérité, il doit cesser de tolérer les barrières au commerce interne et revendiquer la juridiction fédérale sur le commerce interprovincial. Le faire permettrait aux autorités fédérales de créer des normes nationales de transport, des certifications de travail et des biens qui permettraient d'avoir une économie plus harmonieuse et intégrée. Le faire créera de l'emploi, réduira les coûts pour les consommateurs et donnera aux entreprises l'occasion de s'agrandir pour une expansion mondiale.

Infrastructures

Les infrastructures sont la fondation sur laquelle fonctionne l'économie. Les travailleurs du Canada ont besoin d'un système de transport public pour les transporter de la maison au travail chaque jour. Les biens nécessitent des infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires suffisantes pour être déplacés des centres de production vers les marchés. Chacun a besoin d'un endroit où vivre et des infrastructures pour l'énergie, pour l'eau et pour les égouts nécessaires pour au fonctionnement de la société moderne. Des investissements

continus dans les infrastructures sont nécessaires pour soutenir une économie forte et une qualité de vie élevée.

Le Comité a applaudi l'engagement du gouvernement fédéral envers le financement des infrastructures dans les plans passés, ce qui incluait 20 milliards de dollars pour le transport public dans le budget de 2017. Malheureusement, comme l'indiquait un rapport d'un directeur parlementaire du budget en 2018, le gouvernement n'a pas été en mesure de dépenser autant que la moitié de son budget d'infrastructure. Ceci est préoccupant puisqu'un manque d'investissement affecte la productivité, ajoute des coûts et réduit les salaires et les emplois. Par exemple, la congestion coûte des milliards à notre économie (pas moins de 11 milliards de dollars seulement à Toronto, selon une estimation de 2013).

Afin d'assurer que le financement de l'infrastructure soit investi rapidement et dans les bons secteurs, le gouvernement peut prendre les mesures suivantes :

- Travailler avec les provinces pour réduire la part municipale du financement des infrastructures. Le modèle « un tiers » traditionnel de financement a mené à de nombreux retards dans les projets d'infrastructure en transport alors que les municipalités peinent à fournir leur part du financement. Le geste récent du gouvernement de financer 40 % des projets et de réduire la part des municipalités à 20 % est un développement bienvenu qui normalement deviendra une procédure d'exploitation normalisée.
- Rendre les exigences d'application moins coûteuses pour les municipalités, particulièrement les plus petites.
- Prioriser les investissements basés sur le retour économique et la valeur pour l'argent investi. Le récent financement du transport public par le gouvernement a été privilégié en fonction de la composition des usagers afin d'obtenir le plus grand impact.
- Mettre en œuvre le National Urban Strategy. Le Comité, faisant partie du Canadian Global Cities Council, une coalition des huit plus importantes chambres de commerce urbaines, fait la promotion d'une nouvelle approche des investissements fédéraux dans les zones urbaines majeures. Il appelle le gouvernement fédéral à investir de façon plus stratégique en :
 - assurant le leadership dans la mesure de la qualité des infrastructures, en propageant les meilleures pratiques et en identifiant les objectifs de la politique urbaine nationale;
 - encourageant le développement par les dirigeants urbains de plans des priorités à long terme pour les infrastructures urbaines; et en
 - finançant les plans d'infrastructures avec des subventions par habitant ou près

de par habitant plutôt que de financer des projets ou des programmes.

Analysées en commun, ces recommandations créeraient un cadre de travail plus prévisible pour les investissements dans les infrastructures qui permettrait de voir l'argent circuler rapidement dans les domaines où son impact serait le plus important.

Compétitivité et gestion financière

Le climat économique actuel est particulièrement dangereux pour l'économie canadienne. Nous continuons à accuser du retard par rapport à nos compétiteurs les plus proches en fait de productivité, un écart qui continue à croître par rapport aux É.-U. Les récentes modifications de l'impôt des sociétés aux États-Unis ont érodé ce qui était jadis un avantage important pour les firmes canadiennes. L'investissement dans les entreprises était déjà en chute au Canada, environ 18 % depuis 2014 et les dernières réductions d'impôt aux États-Unis menacent d'exacerber encore davantage cette tendance. Cela signifie plus que des chiffres déplacés sur des tableaux corporatifs : le déclin des investissements entraîne moins d'emploi et des salaires plus bas pour nos travailleurs.

Comme première étape en réponse à cela, le gouvernement doit publier un examen complet de la compétitivité du Canada et faire preuve de transparence à propos de la taille du défi et des interventions requise dans ce contexte. Cela fournira non seulement la base pour l'intervention du gouvernement fédéral, mais permettra aux gouvernements provinciaux et municipaux d'utiliser les données pour constituer leurs propres programmes.

Bien que le secteur privé sera la force motrice de l'augmentation de la productivité et de l'avantage compétitif au Canada, le gouvernement peut en faire beaucoup plus en mettant l'emphase sur les politiques visant à augmenter la compétitivité. Le Comité appelle le gouvernement à prendre des mesures immédiates et significatives pour restaurer la confiance des entreprises, en commençant par la taxation.

Le gouvernement peut rendre notre économie plus compétitive en réformant la taxation des entreprises par les moyens suivants :

- Traiter les investissements en capital de façon plus favorable dans le contexte du code des impôts. En permettant aux entreprises de déduire les dépenses en capital pour une seule année ou en réduisant les taux sur les gains en capital, le gouvernement pourrait créer des incitatifs pour augmenter la recherche et le développement et les dépenses en capital au Canada. Ces investissements sont essentiels pour bâtir une économie du savoir et créer des emplois bien rémunérés.

- Réduire les taxes sur le revenu des entreprises, les cotisations sociales et autres taxations. Des réductions des taux diminueraient le coût des opérations commerciales pour les firmes canadiennes, ce qui leur permettrait d'investir dans du capital nécessaire ou une main-d'œuvre plus nombreuse. De plus, elles signaleraient aussi aux investisseurs internationaux que le Canada est un lieu compétitif pour les entreprises et n'est pas inactif pendant que les autres pays réduisent leurs propres impôts.

Au-delà de la taxation, le gouvernement peut aussi rendre le Canada plus compétitif en s'attaquant au fardeau réglementaire auquel font face les entreprises. Le gouvernement doit renouveler son engagement à éliminer une réglementation pour chaque réglementation introduite. Cela devrait être la première démarche en vue d'un examen complet de la réglementation gouvernementale, secteur par secteur, pour cibler des façons de réduire les règlements inopérants et désuets qui augmentent le coût des opérations commerciales au Canada.

Finalement, le gouvernement doit élaborer un plan qui procure une solution à son déficit plus important que prévu. Comme nous l'avons noté dans notre évaluation du budget de 2017, « le déficit peut être justifié à court terme, mais une stratégie claire pour rétablir l'équilibre budgétaire est nécessaire pour renforcer la confiance des entreprises ».

Bien que le Comité soutienne plusieurs des investissements faits par le gouvernement et qu'il appelle à des actions additionnelles visant à améliorer la compétitivité, il existe toujours un besoin de plus grande discipline fiscale. En l'absence d'une telle discipline, une dette plus élevée pourrait mener à réaffecter les fonds ailleurs et repousser les investissements tant attendus dans les infrastructures. Elle risque aussi de réduire les investissements nécessaires alors que les entreprises deviennent prudentes pour ne pas augmenter leurs responsabilités publiques.